

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
*Compte rendu*

**MERCREDI 27 AVRIL 2011 A 20H00**  
*Salle des fêtes– Chalon*

# CONSEIL COMMUNAUTAIRE – MERCREDI 27 AVRIL 2011

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X		M. Franck MOTTIN	
M. Philippe MIGNOT		X		Mme Béatrice GUELEN	
Mme Evelyne BORDET			X	Mme Catherine BARETJE	
Mme Chantal ROMANO		X		Mme Eliane DUCHAINE	X
M. Claude HOCQ		X		M. Christian RIGOUDY	X
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE			X	Mme Colette BENISTANT	
M. Georges RAMON			X	M. Jean-Claude BLANC	
M. Francis CANDAT			X	Mme Laurence MILLOUD	
Mme Rachel METRAL			X	Mme Catherine BORGNAT	
Mme Corinne JOURDAN			X		
M. Yannick PAQUE		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Michèle TARNAUD			X		
Mme Denis BADOL			X		
M. Jean-Luc PETIT			X		
M. Philippe SALVAT			X		
M. Laurent NIVON		X			
M. Michel LESEIN		X			
M. Roger TORGUE	BELLEGARDE POUSSIEU	X		M. Jean-Luc MAITRE	
Mme Chantal FREDOUT			X	Mme Stéphanie BOISAUBERT	
M. Gilbert PERROT			X		
Mme Christine BOUVET			X		
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON		X	Mme Agnès VERCOUSTRE	X
M. Henry GAY			X	M. Frédéric LASSABLIÈRE	
Mme Evelyne AVIAS	COUR ET BUIS	X		Mme Brigitte BONNEFOY	
M. Denis JOURDAN		X		M. Jacques GARNIER	
M. André MONTAGNON			X		
Mme Nathalie FERNANDEZ			X		
M. Patrick DURAND	JARCIEU		X	M. Bernard GAUDIN	
M. Jocelyn PRAS		X		Mme Cécile MEGUERDITCHIAN	
Mme Suzanne MEUNIER			X		
M. Christophe OTTONE			X		
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X		M. Anicet SEVE	
Mme Louise PRAT		X			
M. Harry VIVIEN			X		
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU	X		M. Gérard ROUX	
M. Rémy DEBARD			X	M. Raynald DASSONVILLE	
Mme Françoise GARDE			X		
M. Franck CARRAS			X		
M. Marc BONNET	MONTSEVEROUX		X	Mme Thérèse FANJAT	X
M. Gérard BREDY		X		Mme Agnès BISSARDON	
M. Etienne MAUGICE			X		
Mme Yannick MAREAU			X		
Mme Claude NICAISE	PACT	X		M. Bernard OGIER	X
M. Gilbert AUBERT		X		M. Georges CARRIÈRE	
M. Pascal VACHER			X		
M. Jean SAUNIER	PISIEU	X		M. René PHALIPPON	
M. Gilles SARRAZIN			X	Mme Sylvie HUTINET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE	X		M. René ROUX	
M. Gérard CARRAZ			X	Mme Michelle PEGERON	
M. Raphaël GABILLON			X		
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE		X	M. Jean-Paul ANDRE	
M. Daniel DANZO		X		Mme Adèle CARRION	
M. Maurice FAURE		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X		M. Dominique BRUCHON	X
XM. Alain BAGNIS			X	M. Jean-Claude ALLIGIER	X
Mme Maryse BOUVERET		X		Mme Marie-Claude PINGET	X
M. Gilles ROUX			X		
M. Lionel POIPY			X		
M. Maurice PELISSIER	ST BARTHELEMY		X	Mme Brigitte GUEDENET	
M. Gérard BECT		X		M. Luc BERNIER	
M. Bernard GUILLOT			X		
Mme Isabelle ZORELLE			X		
Mme Marie-Claire BAULE	ST JULIEN DE L'HERMS	X		M. Gilles SIVIGNON	
M. Luciano LARI		X		M. Thierry ROCHAT	

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

Agnès VERCOUSTRE

**ASSISTAIENT EN OUTRE :**

M. Serge EMPTOZ,  
Mlle Karine PETIT,

Communauté de Communes de Beaurepaire  
Communauté de Communes de Beaurepaire



**RAPPEL ORDRE DU JOUR :**

- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
  - 1 – Vote des taux pour la fiscalité
  - 2 – Re négociation des emprunts à la Caisse d'Epargne
  - 3 – Emprunt Rando Moto
  - 4 – Admission en non valeur de loyers impayés
- ♦ **ACTIVITES ECONOMIQUES** – Rapporteur : Gérard BREDY
  - 5 – ZA de Champlard – adhésion à la SPL Isère Aménagement
- ♦ **COMMISSION DES MARCHES** – Rapporteur : Marie Claire BAULE
  - 6 – Marchés de travaux Cuisine centrale de Revel Tourdan
- ♦ **BATIMENTS** – Rapporteur : Jean Paul MONTAGNIER
  - 7 – Centre administratif – acquisition foncière
  - 8 – Marché complémentaire travaux Tencate
  - 9 – Convention sous mandat pour la défense incendie à Moissieu sur Dolon
  - 10 – Demande de subvention au Conseil général pour la Cuisine centrale de Revel Tourdan
  - 11 – Demande de subvention au Conseil général pour le Restaurant scolaire Monsteroux Milieu
- ♦ **PETITE ENFANCE – ENFANCE – JEUNESSE** – Rapporteur : Angéline APPRIEUX
  - 12 – Pôle petite enfance – renouvellement convention avec le Pays de Chambaran
  - 13 – Demande de subvention au Conseil général pour le relais d'assistantes maternelles
  - 14 – Convention financière avec le centre social et culturel de l'Ile du Battoir
- ♦ **EQUIPEMENTS SPORTIFS** – Rapporteur : Patrick DURAND
  - 15 – Règlement intérieur de la piscine - régularisation
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur Christian NUCCI
  - 16 – Augmentation du temps de travail d'une ATSEM du SEMIG
- ♦ **QUESTIONS ORALES**

**Le présent compte-rendu est affiché du 5 mai 2011 au 5 juin 2011**

*Agnès VERCOUSTRE, adjoint à Chalon, accueille les membres du Conseil communautaire en lieu et place d'Elisabeth TYRODE dont elle excuse l'absence et cède la parole au Président Christian NUCCI.*

*Le Président donne lecture du compte-rendu du dernier Conseil communautaire, lequel ne soulève aucune observation.*

*L'ordre du jour est ensuite abordé.*

## **I – FINANCES**

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

- **Fiscalité : pas d'augmentation**

Philippe MIGNOT rappelle aux membres du Conseil, que lors du vote du budget le Conseil a validé le principe de ne pas augmenter la pression fiscale, du fait entre autre de la mise en place de la redevance incitative.

Il est donc proposé de voter 3 taux conformes à cette décision et calculés par les services fiscaux.

Taxe d'habitation : 7,70 % (transfert du taux du département en 2010 soit 7,10 % + transfert d'une part des frais de gestion plus perçue par l'Etat soit 0,60 %)

Foncier non bâti : 2,65 % (transfert des frais de gestion)

Contribution foncière des entreprises : 24,01 % suivant le nouveau mode de calcul différent des autres années.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Re négociation des emprunts à la Caisse d'Epargne**

Philippe MIGNOT informe que dans le cadre de la gestion dynamique de la dette, la Communauté de Communes a sollicité la Caisse d'Epargne afin de bénéficier d'une étude d'aménagement de 6 prêts. Compte-tenu du caractère hétérogène de ces prêts, notamment en ce qui concerne leur durée respective, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a souhaité harmoniser l'ensemble de ces contrats en un seul contrat se substituant à tous les autres.

Le nouveau prêt est proposé sur une durée de 17 ans à un taux fixe de 4,42 %. Ce taux est intéressant dans la mesure où la tendance est actuellement à la hausse des taux.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Emprunt Rando Moto**

Philippe MIGNOT rappelle que par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil communautaire a approuvé l'opération de construction d'un bâtiment à vocation commerciale pour accueillir l'activité de réparation et de vente de motos ZI des Fromentaux à Beaurepaire.

Le bâtiment envisagé ferait environ 200m<sup>2</sup> avec une surface de terrain de 1 200m<sup>2</sup> et pour un coût prévisionnel d'environ 300 000 € HT.

Afin de permettre le financement de l'opération, la communauté de communes se doit d'effectuer un emprunt de 300 000 euros sur 20 ans.

La meilleure proposition émane de la Caisse d'Epargne pour un taux fixe de 4,50 %.

Il précise également que cet emprunt sera couvert par les loyers de l'entreprise.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (2 ABSTENTIONS)

- **Admission en non valeur de loyers impayés**

Dans le cadre de l'ancienne activité de bar-épicerie-restaurant du Balcon des Alpes à Moissieu sur Dolon, Philippe MIGNOT fait état d'un jugement prononcé le 23 novembre 2010 pour la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Il souligne que la trésorerie a mené à terme toutes les procédures à envisager et que désormais cette dette n'est plus récupérable.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **II – ACTIVITES ECONOMIQUES**

RAPPORTEUR : Gérard BREDY

### **• ZA de Champlard – adhésion à la SPL Isère Aménagement**

Gérard BREDY rappelle que la Communauté de Communes a passé plusieurs étapes dans le projet de création de la ZAC (telles que les études – le choix du périmètre), et que désormais il est question de la phase d'aménagement.

Il précise que l'assistance à maîtrise d'ouvrage se termine et ne prévoit pas les appels d'offres relatifs à cet aménagement.

Aussi c'est pourquoi il est proposé d'adhérer à la SPL Isère Aménagement.

Il explique que par le biais de cette adhésion, la Communauté de Communes deviendrait membre de cette société (avec l'acquisition de parts) et l'ensemble de l'étape d'aménagement serait suivie par la SPL. Ainsi, la Communauté de Communes sortirait du cadre de libre concurrence pour laisser la place à la SPL qui se substituerait à ces obligations et qui se chargerait des différents appels d'offres à effectuer.

Gérard BREDY fait un récapitulatif des différents objets de la société soit :

- réaliser toutes opérations d'aménagement au sens du Code de l'urbanisme, à savoir notamment celles ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, le développement ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et contre toute atteinte à l'environnement, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels
- réaliser toutes opérations de construction
- assurer l'exploitation des services publics à caractère industriel ou commercial
- de manière générale, de mettre en œuvre toutes opérations d'intérêt général

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (2 ABSTENTIONS)

### **• Le Petit Monde en Chantier**

Gérard BREDY estime nécessaire de faire le point par rapport à ce dossier, notamment suite à la parution d'un article de presse.

(Cf note de Gérard BREDY)

Gérard BREDY rappelle qu'actuellement on est dans le domaine des idées et qu'il a été prévu au budget le coût d'une éventuelle étude complémentaire.

Dans tous les cas, il ressort :

- la Communauté de Communes ne peut pas être seule partenaire du projet, compte-tenu de sa dimension
- pour avoir des investisseurs, il est nécessaire d'avoir une offre précise, tangible et structurée
- quelque soit le montage, la Communauté de Communes souhaite et a toujours souhaité que l'association « Le petit monde en chantier » trouve sa place dans ce projet.

INFORMATION

### III – COMMISSION DES MARCHES

RAPPORTEUR : Marie Claire BAULE

- **Marchés de travaux Cuisine centrale de Revel Tourdan**

Marie Claire BAULE rappelle que par délibération du 27 septembre 2010, le Conseil communautaire a approuvé l'opération sous mandat relative à l'extension de la cuisine centrale de Revel Tourdan. Un appel d'offre a été lancé le 4 mars 2011 pour le choix des entreprises adjudicataires des travaux. Au terme de l'analyse des offres effectuées par le maître d'œuvre – architecte Gaëtan BROUARD – et en accord avec la commission des marchés ad hoc de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, le choix des entreprises adjudicataires des travaux est le suivant :

<b>Lot</b>	<b>Entreprise adjudicataire</b>	<b>Montant HT</b>
1 – Démolition – Terrassement – VRD – Maçonnerie	DIAS	119 895,47 €
2 – Etanchéité – Végétalisation	MANREY	18 720,00 €
3 – Plâtrerie – Peinture	MAZET	10 127,88 €
4 – Carrelage – faïence	CARROT	15 020,61 €
5 – Menuiseries extérieures aluminium et Serrurerie	DUCRET	26 150,00 €
6 – Façade – Isolation extérieure	SEI	15 602,00 €
7 – Cloisons – Plafonds-Menuiseries isothermiques	DICLIF	34 114,00 €
8 – Electricité	BOUVARD	24 778,00 €
9 – Ventilation – Extraction – VMC	MINODIER	31 000,00 €
10 – Plomberie	JBA Services	14 560,00 €
11 – Equipements de cuisine et groupes frigorifiques	DICLIF	106 547,00 €

Le montant total du marché s'élève à 416 514,00 € HT.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### IV– BATIMENTS

RAPPORTEUR : Jean Paul MONTAGNIER

- **Centre administratif – acquisition foncière**

Jean Paul MONTAGNIER rappelle que par délibération du 28 juin 2010, le Conseil communautaire a validé le principe de réhabilitation du centre administratif. Dans le cadre de cette opération, il fait état de la nécessité de se porter acquéreur du bâtiment ancien (ex bureaux de la Communauté de Communes et de la mairie) ainsi que du parvis et salle du Conseil municipal pour l'euro symbolique.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (2 ABSTENTIONS)

- **Marché complémentaire travaux Tencate**

Jean Paul MONTAGNIER explique que la Communauté de Communes s'est engagée par délibération du 12 avril 2010, à construire un atelier et un parking destiné à accueillir l'extension d'activité de l'entreprise TENCATE à Primarette.

Pour faire suite, notamment, à l'étude de sols entraînant des besoins d'aménagements spécifiques au terrain ainsi qu'à des modifications du mur de soutènement de l'accès à apporter, il a été nécessaire de prévoir des travaux supplémentaires pour le lot 010 – terrassement – VRD pour un montant de 120 438,64 € HT.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention sous mandat pour la défense incendie à Moissieu sur Dolon**

Jean Paul MONTAGNIER expose la nécessité d'une convention sous mandat suite à des travaux de création de lotissements pour lesquels le Syndicat des eaux va effectuer des travaux pour les canalisations.

Il rappelle que la Communauté de Communes prend à sa charge, au regard de ses compétences en matière de défense incendie, le surcoût engendré par le dimensionnement supérieur des canalisations.

La prise en charge de cette plus-value s'élève à 3 529 € HT.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Demande de subvention au Conseil général pour la Cuisine Centrale de Revel Tourdan**

Jean Paul MONTAGNIER fait état de la possibilité de solliciter l'aide du Conseil général pour une subvention relative à cette opération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Demande de subvention au Conseil général pour le Restaurant scolaire de Monsteroux Milieu**

Jean Paul MONTAGNIER fait état de la possibilité de solliciter l'aide du Conseil général pour une subvention relative à cette opération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **V— PETITE ENFANCE — ENFANCE - JEUNESSE**

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

- **Pôle Petite Enfance – renouvellement convention avec le Pays de Chambaran**

Serge EMPTOZ rappelle que la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a ouvert un Pôle Petite Enfance intercommunal le 31 août 2009.

La gestion de ce pôle petite enfance a été confiée pour une durée de 36 mois à l'Association Léo Lagrange Centre Est dans le cadre d'une délégation de service public.

La Communauté de Communes du Pays de Chambaran souhaite s'associer à l'activité du pôle petite enfance intercommunal en mutualisant cet équipement qui permet d'apporter une solution alternative afin de garantir un mode d'accueil adapté aux besoins des familles de son territoire. De ce fait, elle

accorde un concours financier au fonctionnement de la structure dans le cadre du Contrat Enfance et Jeunesse signé avec la CAF de Grenoble.

Cette convention a pour objet de fixer la participation financière des deux collectivités.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Demande de subvention au Conseil général pour le Relais d'Assistantes Maternelles**

Serge EMPTOZ informe que le Conseil général de l'Isère attribue une subvention de fonctionnement aux Relais d'Assistantes Maternelles.

Cette aide annuelle est forfaitaire. Elle était de 3 049 € pour un relais d'assistantes maternelles fonctionnant à temps plein en 2010.

Dans ces mêmes conditions, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire sollicite l'aide du Conseil général de l'Isère pour le fonctionnement du Relais d'Assistantes Maternelles Intercommunal pour l'année 2011.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention financière avec le centre social et culture de l'Ile du Battoir**

Serge EMPTOZ fait état du partenariat entre le Centre Social et Culturel de l'Ile du Battoir et la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat Enfance et Jeunesse signé avec la Caisse d'Allocation Familiales de Vienne.

Dans ce cadre, le Centre de l'Ile du Battoir est le maître d'œuvre des actions inscrites au contrat et relevant de sa compétence.

Afin de verser au CIB les subventions correspondantes à ses actions, il est nécessaire d'adopter une convention financière qui définit les montants et les modalités d'attribution.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VI– EQUIPEMENTS SPORTIFS**

RAPPORTEUR : Patrick DURAND

- **Règlement intérieur de la piscine - régularisation**

Serge EMPTOZ fait état de la nécessité de procéder à la régularisation de l'adoption du règlement intérieur de la piscine.

En effet, lors de l'ouverture de cette dernière, le règlement intérieur n'a pas été délibéré à l'époque.

Serge EPTOZ informe également que la piscine ouvre ses portes le 9 mai pour les scolaires et à partir du 1<sup>er</sup> juillet pour le public ainsi que les mercredis et les week end.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VII– ADMINISTRATION GENERALE**

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

- **Augmentation du temps de travail d'une ATSEM du SEMIG**



Le Président informe qu'une ATSEM intervenant à l'école du Gontard occupe actuellement un poste à temps non complet de 26 heures hebdomadaires. Afin qu'elle puisse aider la cantinière après l'heure du repas, il est proposé d'augmenter son temps de travail d'une heure par jour, soit 30 heures par semaine, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2011.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **QUESTIONS ORALES**

Claude NICAISE fait un compte rendu des deux réunions de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI)

- Chambaran fusionne avec Bièvre Toutes Aures.
- Pour le reste du territoire de BLV – les discussions doivent s'ouvrir en 2015
- 70 syndicats vont être rayés de la carte et d'autres vont glisser vers les Communautés de Communes (36 dont le syndicat électricité de Montseveroux)

Au 31 août, les collectivités seront informées des changements et pourront apporter leurs éventuelles observations.

Le Président estime nécessaire que des réunions soient tenues afin de déterminer la position de la Communauté de Communes au regard des différents regroupements.

Il estime que l'intérêt de la CCTB devrait se tourner vers les structures avec lesquelles elle a l'habitude de travailler depuis longtemps et avec lesquelles les orientations sont les mêmes.

Le projet de Communautés urbaines de St Etienne – Lyon – Vienne et Bourgoin Jallieu doit inciter les élus communautaires à faire un choix.

La CCTB devra se positionner sinon le risque d'une intégration imposée se fera jour.

*L'ordre du jour est épuisé.*

\*                      \*

\*